

École et familles Sous la relation, les émotions¹

Olivier Maulini & Cynthia d'Addona

Université de Genève

Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation

2018

Dans l'idéal, l'école et les familles devraient « se compléter », « collaborer », « coopérer » pour « le bien des enfants ». Et lorsque ce bien ne fait pas l'unanimité, les partenaires seraient supposés « dialoguer », « s'entendre », se faire mutuellement « confiance » pour trouver un accord ou au moins un compromis « constructif ». Tout cela paraît bien raisonnable. Mais depuis quand l'éducation serait-elle exempte de passions et d'émotions ?

Même s'ils sont rares, les conflits entre parents et enseignants² peuvent se révéler affectivement éprouvants. Ils le sont même d'autant plus qu'ils donnent l'impression de coûter inutilement de l'énergie et du temps. Plus le litige paraît porter sur une « broutille » (un cahier déchiré, une arrivée tardive, un barème contesté), plus chaque partie concernée peut trouver irritant de devoir se justifier alors que tant d'autres problèmes réclameraient son attention et sa bonne volonté.

Les choses dégénèrent quand l'irritation ordinaire se transforme en accès de colère : une émotion brusque et intense que peuvent vivre autant les parents que les enseignants. Chacun défend alors *son* bien, *sa* conception du bien, quitte à rompre la discussion, à haranguer la hiérarchie, voire les tribunaux ou à la presse lorsque l'autorité scolaire est elle-même mise en question. D'un côté, les relations entre les institutions éducatives et leurs usagers ont ainsi tendance à se judiciariser ; de l'autre, le recours au droit pourrait être proportionnel aux passions que l'éducation des enfants semble plus que jamais soulever. Comment expliquer ce paradoxe, et que faire des émotions si elles contrarient l'idéal d'un monde apaisé ? Peut-être les admettre et s'en inspirer pour penser.

Procès croisés : entre colère et culpabilité

On dit que la colère est mauvaise conseillère. Les anthropologues la définissent même comme une tentative magique (donc réconfortante mais irrationnelle) de transformer le monde qui nous déplaît. Dans la plupart des cas, elle ne résout rien, mais aggrave la situation. Un parent peut être furieux qu'un élève ait frappé son enfant : il deviendra lui-même coupable s'il brutalise l'agresseur ou s'en prend à l'enseignant. Un maître peut s'indigner d'être ainsi mis en cause abusivement : il se trompera lui-même de cible en exigeant de sa direction qu'elle

¹ Article publié dans *Enjeux pédagogiques* (HEP BEJUNE), 30, 8-9 (dossier « Ecole et familles, ces meilleures ennemis... »).

² Le masculin utilisé dans ce texte est purement grammatical. Il renvoie à des collectifs composés aussi bien d'hommes que de femmes, de pères que de mères, d'enseignants que d'enseignantes.

n'écoute pas les plaignants. Les révoltes naissent d'un sentiment d'injustice qui peut se discuter tant qu'il reste justement discutable, donc maîtrisable subjectivement. Quand l'émotion déborde, l'écart entre ce que nous ressentons et ce que nous faisons de nos sentiments disparaît sans que nous le voulions forcément : nous « explosons », ou alors nous sommes « rongés » par l'exaspération jusqu'à la prochaine éruption. Nous agissons sous le coup de l'impulsion, quitte à nous montrer à notre tour injuste et à provoquer d'autres colères en réaction. C'est comme cela qu'on peut voir un incident mineur se dégrader en guerre civile dans un établissement : une famille a contesté une évaluation ; l'enseignant a contesté cette contestation ; les parents sont remontés au directeur ; celui-ci a donné tort à l'enseignant ; celui-là s'en est plaint et a demandé l'appui de ses collègues ; une moitié d'entre eux lui a donné raison, la seconde non ; les uns dénoncent la soumission des autres, qui leur reprochent leurs vitupérations ; le directeur devrait arbitrer entre les deux camps, mais comment le peut-il si l'il est lui-même objet de la division ? Plus la crispation s'étend, plus elle épouse les parties psychiquement, et plus elle ajoute de colère à la colère par sentiment d'impuissance devant le gâchis dénoncé unanimement. Seule une désescalade serait la solution, mais qui fera le premier profil bas si tout le monde s'estime injustement pris de haut ?

Car la colère – si noire soit-elle – n'est que la pointe d'un iceberg. Un enseignant ou un parent peut toujours se fâcher à tort, mais jamais sans motif. C'est l'impression (fondée ou non) d'être humainement maltraité, ignoré, méprisé, voire humilié par autrui, qui provoque notre ressentiment (Honneth, 2000). Nous souffrons du fait qu'il ne nous « respecte » pas, ne nous « reconnaît » pas : nous dirions même qu'il ne nous « aime » pas. Que d'émotions dans la manière dont se noue ou se dénoue la relation ! Même et surtout s'ils sont pleins de bonne volonté, les adultes en charge des enfants peuvent régulièrement se soupçonner du contraire, et du coup moins chercher à s'entraider qu'à mutuellement se culpabiliser. La règle qui vaut dans tous les couples s'applique au duo familles-école en particulier : chaque partenaire peut exiger la confiance et provoquer... de la défiance du fait même de sa suspicion. Au cours d'un entretien, une enseignante demande par exemple à des parents à quelle heure se couche leur enfant ; elle s'entend répondre que cela ne le regarde pas ; la famille se sent jugée dans sa manière de vivre et de se réunir en soirée ; la maîtresse peut trouver un peu fort d'être le seul à s'inquiéter et à subir l'inattention des élèves fatigués. À l'inverse, des parents se demandent si la classe fait suffisamment de dictées : à l'enseignante cette fois de se sentir mise en cause et de défendre son pré carré ; et aux familles d'en vouloir à l'école si elles pensent l'orthographe mal enseignée. La réconciliation pourrait venir d'un surcroît d'explication et d'intercompréhension, mais comment fixer *conjointement* des limites à l'échange si chaque maladresse est vécue comme une agression ? Pour parler sereinement d'éducation, mieux vaudrait sans doute partir du principe que tout énoncé part d'une bonne intention : mais l'observation des pratiques montre plutôt une double tendance à la crainte d'être jugé et à l'attribution préventive et donc externe de culpabilité...

« Charger l'autre de tous les maux délivre d'une réflexion où on serait inclus, note Mireille Cifali (1994, p. 24). 'Si c'est l'autre, ce n'est pas moi', dit l'adage. Rien n'est plus vrai. Quelle que soit la difficulté, se décharger sur l'autre est le meilleur moyen de ne pas se remettre en question. (...) Si on est désignés par avance comme coupables, la seule défense sera de nier, de ne rien vouloir entendre ». C'est ainsi que le supposé dialogue école-familles risque de devenir un jeu à somme nulle, dont seul le plus fort sortira gagnant : le parent s'il impressionne l'enseignant, l'enseignant s'il domine le parent. Soulignons ce paradoxe et notre ambivalence à son propos : plus nous idéalisons l'éducation de la jeunesse – et notre société le fait plus qu'aucune autre auparavant – plus nous chargeons les éducateurs de produire le bien ou le mal que la religion et la tradition nous donnaient jadis en héritage. Nous dramatisons l'incertitude démocratique, l'inévitable débat sur la légitimité des normes, la

détermination nécessairement conflictuelle de ce qui est moralement mauvais ou bon. Comment s'étonner d'une lutte – à fleurets mouchetés ou à couteaux tirés – *pour* et *par* le pouvoir de juger ?

Pourquoi se battre ? Peurs, menaces, négativités

D'un côté la figure du bon parent – aimant (mais pas trop), présent (mais pas envahissant), ferme (ni laxiste, ni violent), soucieux (mais pas anxieux), etc. – parfait mélange de liberté et de contrainte, gage de la saine autonomie de ses enfants. En face le profil de l'enseignant fiable, lui aussi modèle d'équilibre entre parole magistrale et capacité d'écoute, guidage et participation, assurance et ouverture, autorité et disponibilité. Les compétences attendues ne cessent de s'élever, *et ceci des deux côtés*. Le risque de faillir est proportionnel à la finesse de la ligne à tenir. Nous pouvons varier dans nos appréciations, mais admettons que les *casus belli* les plus spectaculaires peuvent cacher une fracture bien plus menaçante en réalité : celle qui sépare moins les familles et l'école que les acteurs forts et les acteurs faibles, inégalement armés pour désigner les individus indignes et méritants, qu'ils soient enfants, parents ou enseignants (Payet, 2017). Observons simplement les entretiens et les rencontres tels qu'ils se déroulent d'ordinaire dans les établissements : la fierté peut briller alternativement dans les yeux d'un professeur, d'un parent ou d'un élève en situation de domination ; la soumission ou la honte se dissimuler chez les personnes qui craignent d'être non seulement déconsidérées, mais pire encore reléguées, exclues, matériellement ou symboliquement laissées de côté.

Car pourquoi nous battons-nous, en vérité ? Les enseignants pourraient se moquer de ce que pensent les parents. Et inversement. Cela leur demanderait un peu de quant-à-soi, celui que leur conseillent par exemple leurs proches les mieux intentionnés : « *Mais laisse tomber ! Pourquoi t'énerves-tu ? Cela devient une obsession ! Tu sais ce que tu fais, tu sais ce que tu vaus : ne te laisse pas déstabiliser !* » Ce serait à nouveau raisonnable, en effet. Mais c'est souvent plus fort que nous : sécurité de l'emploi ou non, être mal considéré peut réveiller nos angoisses d'abandon. Serons-nous bientôt seul, banni pour avoir fauté, rejeté pour avoir trahi – pour le coup – la confiance de notre communauté ? Dans le roman *Messieurs les enfants*, Daniel Pennac (1997, pp. 37-38) décrit la terreur des pères devant le professeur Crastaing : « Pas une petite appréhension, non, pas de l'inquiétude vague, de la pétéche métaphysique, de l'effroi sans paroles, de l'épouvante qui réveille la nuit ! » Crastaing gagne le rapport de force parce qu'il parvient à faire peur aux « râleurs » les plus impénitents. Moralité ? Sachons menacer : l'autre nous craindra et nous serons tranquille quoi qu'il ose penser...

L'écrivain force bien sûr le trait, mais il nous rappelle un fait : plus nous nous sentons désapprouvé, plus nous avons peur d'être délaissé. Une société où plane sans arrêt la menace de la disqualification et du chacun pour soi est forcément source de stress, donc d'agressivité, donc de procès croisés en indignité et en culpabilité. Cela vaut pour l'école face aux parents autant que pour l'État face à des citoyens désécurisés. Le problème paraît moral, il est politique en réalité. Comment rêver de partenariat et de solidarité si la mentalité dominante juge plutôt que c'est sous la menace que l'être humain fait le bien ? Guerre économique, darwinisme social, sélection précoce : tous ces phénomènes ont leur origine dans une idée-clef, celle qui estime qu'il faut que chacun craigne pour soi pour qu'adviennent la prospérité et le bonheur qui en découlerait. L'analyse montre que c'est absurde, et que rien de positif ne sortir d'un abus de négativité. Mais si notre époque vit péniblement cette contradiction, c'est probablement qu'elle ne se nourrit pas que de rationalité. De quoi nous faire peur ou nous indigner. À moins qu'en sourire soit aussi un gage de positivité ?

Références

- Cifali, M. (1994). *Le lien éducatif. Contre-jour psychanalytique*. Paris : PUF.
- Honneth, A. (2000). *La lutte pour la reconnaissance*. Paris : Cerf.
- Payet, J.-P. (2017). *Familles et école. Une approche sociologique*. Bruxelles : De Boeck.
- Pennac, D. (1997). *Messieurs les enfants*. Paris : Gallimard.